

était votre seule responsabilité, monsieur le Président, que c'était la seule responsabilité de la présidence.

**M. Lapierre:** Du gouvernement.

**M. Clark (Yellowhead):** L'opposition a dit que l'on pouvait invoquer l'article 28 du Règlement. L'opposition sait que l'article 28 n'aurait pas pu s'appliquer dans ce cas-ci car il concerne les congés et pas les ajournements.

**M. Marchi:** Ah oui?

**M. Clark (Yellowhead):** Les partis de l'opposition savaient également qu'il faudrait donner un préavis d'au moins 24 heures. En s'en prenant à la présidence à propos du retard, les partis de l'opposition disent, en fait, que nous aurions dû retarder encore d'une journée la présentation normale du budget qui a été interrompue et perturbée par un vol. Nous trouvons cela tout bonnement inadmissible, monsieur le Président.

**Des voix:** Bravo!

**M. Clark (Yellowhead):** L'opposition n'a vraiment pas été très franche en prétendant qu'il n'était pas nécessaire de la consulter pour obtenir l'accord de la Chambre. Nous sommes là depuis assez longtemps pour connaître le fonctionnement de la Chambre des communes.

• (1630)

Nous sommes là depuis assez longtemps pour savoir que si l'opposition veut soulever des questions de principe, si elle veut invoquer le Règlement à 11 heures du matin, elle peut alimenter le débat jusqu'à 16 h 30. Nous savons que c'est possible. Nous savons également que, pour obtenir l'accord de la Chambre, il faut discuter avec les chefs des partis. C'est ce qu'a fait le gouvernement hier soir, quand il a été obligé de régulariser la situation parce qu'une partie du budget avait été rendue publique. Il était dans l'intérêt de tous, y compris du Parlement, de régulariser la situation en dévoilant le contenu intégral du document devant la Chambre des communes. Nous avons dû trouver un moyen de le faire.

**Des voix:** Bravo!

**M. Clark (Yellowhead):** Il était évident que nous avons besoin de la collaboration des partis de l'opposition. Il est évident que cette collaboration était nécessaire. Mon collègue, le ministre de la Justice et leader du gouvernement à la Chambre, a téléphoné au très honorable chef de l'opposition et au député d'Oshawa et leur a demandé leur collaboration. Ils ont demandé, à juste titre, un peu de temps de réflexion. Puis, ils ont dit qu'ils n'allaient pas aider le gouvernement à apporter le budget du Parlement au Parlement. C'est la position que les deux partis d'opposition ont adoptée.

*Privilège—M. Clark*

Nous avons cherché à obtenir cet accord, mais les partis d'opposition ont refusé d'apporter la collaboration qui était le seul moyen possible de permettre à la Chambre de se réunir hier soir pour recevoir le budget. Le Parti libéral et le Nouveau Parti démocratique ont refusé au Parlement la possibilité de recevoir le budget. Ce n'était pas la faute du Président. C'était une décision délibérée des deux partis d'opposition.

S'étant vu refuser la collaboration des partis d'opposition, le gouvernement a adopté la seule solution qui s'offrait à lui pour que le Parlement reçoive le budget et pour que les Canadiens en soient saisis officiellement. Des exemplaires ont été envoyés aux hauts fonctionnaires de la Chambre des communes. C'est la première chose que nous avons faite.

Mon collègue de Glengarry—Prescott—Russell a laissé entendre que des documents avaient été divulgués à la presse avant de l'être au Parlement. C'est archifaux. Nous avons pris soin de faire en sorte que les *Documents budgétaires* soient livrés au greffier de la Chambre des communes pour qu'il les distribue de la manière habituelle aux députés avant que le ministre des Finances aille rencontrer la presse pour une conférence. Des exemplaires ont été envoyés aux hauts fonctionnaires du Parlement et une conférence de presse a été tenue par la suite.

Les résultats du vol de ce document sont très néfastes pour le Canada. Ils ont été très néfastes pour le pays. C'est intéressant, si les députés sont intéressés, parce que nous avons regardé les marchés internationaux avec une certaine inquiétude. Le dollar a chuté lorsqu'on a appris qu'il semblait y avoir des remous politiques. La tendance s'est inversée—je voudrais savoir si mes collègues vont continuer à rire—la tendance s'est inversée lorsque l'affaire a été régularisée et lorsque nous avons présenté, par le seul moyen dont nous disposions, le budget au Parlement du Canada.

**Une voix:** Vous ne connaissez pas la différence entre une fuite et un vol.

**M. Clark (Yellowhead):** Les porte-parole de l'opposition savent, ont prétendu ici, aujourd'hui, que ce laps de temps aurait pu être utilisé à mauvais escient. C'est précisément parce que nous voulions éviter ce genre de problème que nous avons demandé l'aide de l'opposition. Nous avons demandé, pas simplement dans l'intérêt du Parlement, dans l'intérêt du gouvernement, mais dans l'intérêt du Canada, que le Parlement du Canada, les partis d'opposition du Canada reconnaissent que nous étions devant une situation extraordinaire et qu'il fallait prendre des mesures extraordinaires. Nous étions prêts à faire plus de la moitié du chemin. Les partis d'opposition ont catégoriquement refusé de collaborer. Au lieu de